Bureau indépendant de l'évaluation

FIDA
Investir dans les populations rurales

Numéro 152, Mai 2021

profil

Lionel Niyonkuru

Évaluation de la stratégie et du programme de pays du FIDA au Burundi

Depuis 1979, le FIDA a financé 14 projets de développement au Burundi pour un coût de 668,9 millions d'USD à l'approbation, dont 287,6 millions d'USD (43%) de prêts et dons du FIDA. Le FIDA a préparé trois programmes d'options stratégiques (COSOP) en 2003, 2009 et 2016.

En 2020, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a effectué sa première évaluation de la stratégie et du programme de pays au Burundi. Cette évaluation couvre la période 2009 à 2020, ce qui correspond à la mise en œuvre des deux derniers COSOP.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

Malgré un contexte caractérisé par des situations de fragilité institutionnelle, économique et environnementale, le programme du FIDA au Burundi a atteint la plupart de ses objectifs. Il a été noté des améliorations de la productivité végétale et animale dans les zones d'intervention grâce aux interventions du FIDA. Néanmoins, il a manqué au programme une réflexion sur les impacts cumulatifs de plusieurs interventions sur le même bassin et une prise en considération des écosystèmes critiques pour renforcer la résilience des communautés rurales.

Les investissements ont été effectués sans vision systémique de l'ensemble des filières. Les liens entre les acteurs des chaînes de valeur (secteur privé, opérateurs de marchés, coopératives) ne sont pas suffisamment développés et l'implication du secteur privé dans les chaînes de valeur agricoles reste à consolider.

La durabilité des résultats n'est pas encore totalement assurée, nonobstant les efforts pour engager et renforcer les capacités des associations d'usagers et des institutions locales et provinciales. L'évaluation a noté des cas de bonnes pratiques de gestion des redevances des usagers dans la zone de Karusi. Néanmoins, les cadres règlementaires et les mécanismes financiers pour assurer l'entretien, le renouvellement et la maintenance des infrastructures ne sont pas encore approuvés par le Gouvernement. Les efforts récents pour améliorer la résilience des infrastructures au changement climatique

depuis leur conception et leur construction n'ont pas été suffisamment documentés, et les enveloppes budgétaires prévues à cet égard sont souvent trop faibles.

Le portefeuille a initié des approches prometteuses par rapport à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables. Toutefois, ces approches ont manqué d'une coordination accrue avec d'autres acteurs ainsi que d'investissements consistants sur des infrastructures de base (santé, eau potable et assainissement) afin d'augmenter leur impact et leur mise à l'échelle.

La gestion des savoirs du programme FIDA au Burundi est plus axée sur la communication, active depuis 2016, que sur sa contribution au dialogue politique. Les partenariats opérationnels et stratégique sont solides, avec un fort engagement de la part des autorités décentralisées et déconcentrées, ainsi que des entités de base.

La transition progressive vers l'approche-programme, débutée en 2015, montre des progrès récents. Néanmoins, les dons manquent de coordination avec le portefeuille, et avec les activités de dialogue politique et de gestion des savoirs. La consolidation du portefeuille FIDA autour des grandes lignes thématiques et son ancrage clair dans des stratégies gouvernementales seront décisifs pour renforcer la niche du FIDA comme partenaire clé du Gouvernement du Burundi dans la lutte contre la pauvreté rurale.

BURUNDI EN CHIFFRES

Population: **11,2 millions, dont 86,6% de population rurale (2018)**

Densité de population: **435,2 habitants par km² en 2018 (deuxième plus forte en Afrique, derrière le Rwanda)**

Produit intérieur brut (PIB) par habitant: **272 USD (2018)**

Valeur ajoutée du secteur agricole en pourcentage du PIB: **29% (2018-2019)**

L'indice de développement humain: **0,423 (2018), 185e rang sur 189 pays**

Taux de prévalence du retard de croissance: **57% (2018)**

Sources: Banque mondiale, Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi (ISTEEBU), PNUD, UNICEF

Recommandations principales

- **Recommandation 1. Achever la transition vers l'approche-programme et consolider l'avantage comparatif du FIDA au Burundi**, tout en affinant le ciblage géographique et en harmonisant les approches pour les différents types d'appuis offerts. L'élaboration d'une théorie du changement du programme aiderait à prioriser les acquis et à renforcer la complémentarité du portefeuille avec les activités hors-prêt et les dons. Le programme devrait être soutenu par de fréquentes missions techniques et recruter l'expertise manquante.

- **Recommandation 2. Consolider l'approche holistique des chaînes de valeur pro-pauvres.** Des études devraient identifier les goulots d'étranglement des petits producteurs afin de proposer des actions pour réduire les coûts de transaction et améliorer leur pouvoir de négociation. En outre, la caractérisation de la qualité des produits doit être renforcée afin d'augmenter la valeur ajoutée pour les producteurs ruraux.

- **Recommandation 3. Prioriser les stratégies et actions pour réduire la pression foncière et faciliter l'accès aux actifs des plus vulnérables.** Le programme doit promouvoir le financement d'actions de gestion intégrée de la fertilité des sols, des cultures à haute valeur ajoutée, et l'irrigation collinaire.

- **Recommandation 4. Poursuivre et renforcer les dispositions règlementaires et financières pour assurer la durabilité des acquis.** L'approbation et l'application des cadres règlementaires et financiers doivent être accompagnées du développement de mécanismes juridiques et institutionnels pour assurer le transfert des avoirs à des opérateurs capables d'assurer leur fonctionnalité et leur pérennité.

- **Recommandation 5. Renforcer les actions pour développer la résilience des populations et des infrastructures face au changement climatique.** Pour ce faire, il serait nécessaire de: (i) élaborer des «Évaluations environnementales et sociales régionales» afin d'identifier les impacts environnementaux et sociaux cumulatifs des projets et les sites à protéger; (ii) élever le niveau de catégorisation du risque des projets/programmes au changement climatique et mobiliser des fonds additionnels; (iii) explorer l'utilisation de produits de microassurance pour les petits producteurs face aux aléas climatiques et autres catastrophes.

- **Recommandation 6. Poursuivre et mettre à l'échelle les interventions pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires.** Le programme doit investir dans les infrastructures d'eau/assainissement et santé et formuler clairement des paquets d'interventions selon les besoins de plusieurs types de bénéficiaires. Des partenariats et synergies avec d'autres acteurs actifs dans ces sous-secteurs doivent être renforcés, ainsi que la gestion des savoirs afin de capturer les leçons émergentes.

Informations complémentaires:

Burundi, Évaluation de la stratégie et du programme de pays, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, Via Paolo di Dono, 00142 Rome, Italy | www.ifad.org/evaluation | e-mail: evaluation@ifad.org | www.twitter.com/IFADeval | www.youtube.com/IFADevaluation